

M. Woolliams: Le temps dira si j'ai tort ou raison. Mais le ministre ne peut nier, à mon sens, que l'effet de ce Livre blanc sera de grever davantage les revenus des contribuables provinciaux et municipaux. Le montant net de leur paie baissera probablement.

● (3.10 p.m.)

L'hon. M. Benson: Je nie cela également.

M. Woolliams: N'en déplaise au ministre, le fait est que ce document exprime un dogme hybride: une appropriation des moyens de production et la camisole de force passée aux travailleurs syndiqués. Il est socialisant; il sauvegarde la richesse et les privilèges des riches. Il s'apparente, à cet égard, aux mesures fascistes. C'est un document incendiaire et révolutionnaire. Dans ma ville natale, les libéraux ont donné un dîner destiné à marquer leur appui au parti libéral et à récolter de l'argent pour le gouvernement, ce qui n'a pas empêché le ministre d'être conquis par ses propres partisans. Le petit entrepreneur, la petite société, le cultivateur et l'éleveur de bétail seront acculés à la déconfiture à cause de l'impôt sur les gains de capital qu'on nous propose.

Le processus envisagé à cet égard, qui exige que ces gains soient ajoutés au revenu constitue une mesure de confiscation et entraînera la vente des fermes et des entreprises, soit du vivant de leurs propriétaires soit à leur mort, au moment où nombre de fermes et d'élevages de l'Ouest du Canada passeront à leurs fils.

L'hon. M. Benson: Il n'y a ni droit de succession ni impôt sur les gains de capital à l'occasion des transactions de ce genre.

M. Woolliams: Si le ministre estime que l'impôt sur les biens transmis par décès ne constitue pas un impôt sur les gains de capital, qu'il me dise ce que c'est. Je serais très inquiet de voir appliquer le genre d'impôt sur les gains de capital que propose le Livre blanc. Il en serait autrement s'il s'agissait d'un certain pourcentage appliqué sur les gains de capital, ce qui permettrait aux gens de savoir où ils en sont. Si l'on s'en tient aux propositions du Livre blanc, le ministre en sera réduit à confisquer la propriété et à acculer les agriculteurs et les éleveurs à la déconfiture pour percevoir son impôt.

On ne peut briser la volonté du Canadien moyen; il convient de l'assouplir, de l'infléchir ou de la guider. Je ne prétends pas que le ministre cherche à tyranniser les Canadiens, mais j'estime que ses propositions vont nous contraindre, nous amollir, nous paralyser et nous engourdir. Ces mesures libérales et hybrides proposées par les libéraux tendent à réduire la nation à un troupeau de gens timi-

des et industriels dont le gouvernement deviendra le berger arrogant et dictatorial. S'il faut en croire Francis Neilson, dans *The Cultural Tradition*, la plus grande insulte que l'on puisse faire à la race humaine est de la considérer comme un troupeau de bétail que l'on mène vers les pâturages qu'on lui a choisis.

Dans ses propositions, en vérité, le ministre agit comme le comptable qu'il est. Il veut faire des Canadiens un peuple de petits comptables médiocres. Au lieu de stimuler notre capital humain, il veut nous imposer la tâche de tenir la comptabilité du pays. Le ministre et ses amis socialistes s'imaginent donnant des cours de comptabilité et établissant un bureau dans la salle de séjour de chaque maison urbaine et la cuisine de chaque ferme. Tout le monde deviendra comptable.

J'aimerais savoir qui va payer les frais de tous les estimateurs requis pour évaluer les biens. Ce sera le chaos pur et simple, comme celui qui s'est produit en Grande-Bretagne à l'avènement de l'impôt sur les gains de capital. Le ministre ne s'est peut-être jamais rendu compte avant de faire partie du gouvernement, de la difficulté de gagner un dollar.

Les gens qui seront le plus atteints par ces propositions possèdent des talents hautement rémunérés ici, comme dans les autres pays, indépendamment de tout régime politique. Nous allons faire face à un nouvel exode des cerveaux en direction des États-Unis et les placements de capitaux vont diminuer sensiblement en faveur des pays plus entrepreneurs. Ce sont nos diplômés, après leurs années d'études à l'Université, qui devront porter le gros du fardeau fiscal au pays. Si la vie leur apparaît meilleure aux États-Unis, l'exode des cerveaux s'accroîtra. Ces propositions vont signifier pour nous la perte de nos hommes de science et de nos professionnels.

Comme le signalait le chef de l'opposition, rien ne facilitera davantage la mainmise étrangère sur les ressources en capitaux de notre pays que l'impôt sur les gains de capital proposé dans ce document dit «Livre blanc». Comme le ministre le sait, le désir du gain entre en concurrence avec d'autres facteurs, comme l'attrait des loisirs et d'occupations diverses. Le travail est en outre une source de fatigues et de soucis. Du moment que les avantages monétaires sont amoindris par le fisc, une réévaluation des situations particulières s'impose.

Nos syndicats ouvriers n'approuveront pas le Livre blanc, car nombre de membres de la force ouvrière à l'heure actuelle gagnent \$10,000 et même \$15,000 et ce sont eux qui sont le plus visés par ces propositions. Ils